

octobre
2009
N° 8bis



Lettre de l' Aislf

Association Internationale des Sociologues de Langue Française

Éditorial

La dernière livraison de la *Lettre de l'AISLF* évoquait le premier demi-siècle de notre vie associative en invitant nos présidents d'honneur à mobiliser leurs souvenirs et leurs connaissances de ce passé à la fois proche et déjà lointain. Ce numéro *8bis* poursuit ce travail de mémoire, en le limitant cette fois à quelques figures du Bureau provisoire de 1958.

Les deux premiers textes dressent brièvement les portraits intellectuels de Georges Gurvitch et d'Henri Janne, les deux acteurs principaux de la fondation de l'AISLF. Les trois autres donnent la parole à ceux qui sont encore là pour la prendre, Georges Balandier, Albert Memmi et Guy Rocher. Chacun de ces textes contribue à sa manière à reconstituer le paysage politico-intellectuel de l'époque, en rappelant l'arrière-fond historique (la reconstruction économique, la guerre froide, les luttes anticoloniales), en situant les tensions idéologi-

ques et épistémiques, en esquissant les enjeux relatifs à la sociologie comme discipline, à ses rapports à la philosophie, l'économie, la psychologie, l'histoire, à ses finalités, ses outils, etc. Beaucoup de sociologues d'alors avaient été formés dans des disciplines voisines et tous participaient avec des idées très diverses à la redéfinition accélérée du paysage des sciences humaines et sociales.

La création d'une Association internationale de sociologues de langue française (et non pas de sociologie francophone) avait dans ce contexte une signification politique évidente puisqu'elle visait explicitement à freiner des développements empiriques et fonctionnalistes alors dominants aux États-Unis. Mais le classique décalage entre visées et résultats est ici aussi au rendez-vous. Au sommet de sa gloire, la théorie parsonienne amorce son reflux dans son propre pays ; en France, celle de Gurvitch coule bientôt à pic dans les remous de 1968. L'AISLF n'y est probablement pour rien. Et si pendant une génération elle a peut-être freiné les ardeurs quantitativistes, elle s'est largement ouverte plus tard à divers interactionnismes à dominante qualitative qui ont prospéré sur le sol américain.

Peu importe, dirons-nous avec le recul ; l'essentiel est que notre Association ait offert un lieu où s'exprimer à des décalages internationaux et à des sensibilités théoriques originales et que par là elle ait encouragé un pluralisme qu'aujourd'hui comme naguère nous continuons à défendre.

André Petitat

Sommaire

Éditorial	1
Discours du 50ème anniversaire de l'Aislf au Congrès d'Istanbul	2
Entretiens avec des membres du premier bureau	8

Conférences du 50ème anniversaire de l'Aislf au Congrès d'Istanbul

Georges Gurvitch, co-fondateur de l'Aislf

Quel destin funeste Gurvitch souhaitait-il épargner à la sociologie, qui l'incita à créer avec son ami Henri Janne l' AISLF ?

Il voulait une sociologie libre, dialectique, ouverte à la réalité sans cesse changeante, et comme elle, en devenir, mais une sociologie qui soit aussi réminiscente, car sans souci de son passé, sans rétrospection reconstructive, sans réflexivité critique, elle serait prisonnière du moment présent, somnambuliquement enfermée dans l'abstraction empirique la plus aveugle, confinée dans un présentisme et une immédiateté sans esprit. Une telle sociologie opérationnelle est ignorante de l'Histoire, et de ce « phénomène-social-total en marche », que Gurvitch à la suite de Marcel Mauss n'a cessé de positionner au centre de sa sociologie, rejoignant d'une certaine manière l'idée de « la dialectique concrète » de Marx décrite dans *Le Capital*.

Gurvitch donc, s'insurgeait contre l'approche « positiviste », oublieuse de la « société globale », de la « totalité sociale objective » en devenir, neutralisante du contexte de la lutte idéologique et de l'affrontement des classes, ne parvenant dès lors qu'à figer de l'actualité fragmentaire, c'est-à-dire de l'insignifiant. Il ne voulait pas d'une sociologie seulement experte, réduite à l'état de techno-science qui ne pense pas, oubliant l'humain, les « effervescences créatrices » et la réalité du *Lebenswelt* (le monde vécu), inapte à faire « l'expérience intégrale de l'immédiat », exigence

gurvitchienne héritée de la démarche de Husserl et de son « flux pur du vécu comme tel » (*Reiner erlebnisstrom, Erleben*).

Mais quelle conscience avons-nous encore de Gurvitch, que peut-on en reconstruire dans l'après-coup de cet anniversaire, dans le cheminement incertain de l'itinéraire posthume, et peut-on trouver trace d'une « bonne nouvelle » dans cette « topographie légendaire » des terres saintes de l'institution ? Critiqué, voire rejeté comme trop autoritaire, trop théoricien et jargonnant, Gurvitch le fut bel et bien de son vivant, et bien sûr après sa mort, qui survint le 12 décembre 1965. Bien plus, il fut oublié de la communauté des sociologues qui se détourna de la sociologie générale pour se pencher vers ses nouveaux terrains.

Mais nous reconnaissons à quelques frémissements institutionnels et éditoriaux que son œuvre se trouve maintenant bénéficier d'un regain d'attention. L'on s'avise de l'énorme travail effectué tant dans le domaine de la sociologie du droit, que dans celui de la sociologie politique et morale, de l'histoire de la sociologie, de l'épistémologie, et bien sûr dans celui - essentiel pour lui – qui l'occupa jusqu'à la fin : la sociologie de la connaissance, principalement héritée de Scheler, de Mannheim et d'Halbwachs, dont il fut proche, auquel il succéda en 1935 à Strasbourg, et à qui il emprunta la notion capitale de « cadre social ».

Mais le versant de sa pensée politique et sociale se trouve lui aussi de nouveau éclairé. La question centrale et continue de « l'autogestion », cette bonne nouvelle – qui hante le système de Gurvitch – est l'objet d'une relative anamnèse politique, d'un dé-refolement idéologique. Des voies doivent donc s'ouvrir dans la pratique, qui s'enracinent nécessairement dans l'analyse du présent, donc dans une théorie critique, mettant au travail ce que Gurvitch nomme « l'hyperempirisme dialectique ». « L'hyperempirisme dialectique » n'est pas un concept de cabinet ; c'est un concept de terrain, de résistance et de combat, un concept pratique en prise directe avec la nécessité extérieure se manifestant tumultueusement dans le flux de l'histoire mondiale, en ses divers « paliers en profondeur » qui expriment toujours la lutte

continue entre la liberté novatrice et les « déterminismes sociaux » qui figent institutionnellement la « liberté humaine ».

Mais – toujours pour comprendre l'esprit de notre association – que peut-on encore retenir de cet homme ? Sa biographie et sa bibliographie sont connues, je ne les rappellerai donc pas. Activons plutôt les fameux « cadres sociaux » de sa pensée et de son action : Gurvitch construit sa vision du monde au fil de ses expériences d'exception. Son terrain c'est « l'histoire concrète », l'histoire vivante, et tout comme Marx à qui l'on reproche aussi de n'avoir pas fait « d'enquêtes », il a fait bien mieux : des expériences objectives, ce qu'il nomme « expérience directe ». De ces expériences, il a tiré une *theoria*, au sens étymologique de vision, qui comme toute vraie théorie (par exemple celle de la relativité einsteinienne qu'il admirait), rend compte de la réalité, et souvent même anticipe l'expérience. Il a éprouvé, à la manière de Fichte, que la société était une « *Gemeinde der Ich* » (une communauté des moi) ayant ses logiques propres, son activité créatrice autonome, son « *That-handlung* » (son action-acte) spécifique des groupes, et qu'elle n'est pas un agrégat d'individualités. « J'ai trouvé un réalisme absolu chez Fichte dernière manière » précise-t-il. Il en retient à la fois les positions « anti-individualistes » et « anti-étatistes », centrées sur « la réalité irréductible du social » et le pouvoir infini de transformation sociale émanant des groupes qui constituent la vraie « trame de la vie sociale » et du lien social.

Par delà les « faux problèmes de la sociologie », entre autres le « prétendu conflit entre individu et société », faux problèmes qui dérivent de la transformation des « paliers en profondeur » en « antinomies », Gurvitch affirme la thèse expérimentalement éprouvée – notamment à l'occasion des mouvements politiques et sociaux – de « l'immanence réciproque », de « l'implication mutuelle », de « la réciprocité des perspectives ». « C'est ainsi que, dans les profondeurs les plus intimes de notre Moi, nous retrouvons la conscience collective. [...] Les consciences collectives sont ici entièrement en chacun de nous et chacun de nous est dans les consciences collectives ».

Gurvitch est, dans le milieu des sociologues d'après-guerre, le seul à avoir connu de l'intérieur cet événement considérable qu'est la Révolution russe de 1917. Il fut, toute sa vie, marqué par cette Révolution trahie par le stalinisme et par ce qu'il appelle « la machine bureaucratique-policière du Parti (qui) devait écraser Trotski lui-même et ses partisans ». Gurvitch était adepte de Proudhon qui « va si loin, qu'il se situe certainement beaucoup plus à gauche que les marxistes d'aujourd'hui » écrit-il en 1965. Il est donc partisan du fédéralisme proudhonien, des « conseils ouvriers », des « conseils de contrôle », et de « l'autogestion sociale des masses », convaincu que le capitalisme, parvenu au stade de « l'empire industriel » devrait un jour lui céder la place.

Dans son autobiographie *Mon itinéraire intellectuel ou l'exclu de la horde* il écrit qu'il a, toute sa vie, essayé « de faire la jonction entre (ses) analyses sociologiques et ses convictions politico-sociales favorables à la planification économique décentralisée, gérée par des conseils d'usines et leurs représentants. Je considérais que le pouvoir réglementaire et disciplinaire du patronat à l'intérieur des usines et entreprises était fondé sur le « pervertissement du droit social » soumis artificiellement au droit individuel de propriété ».

J'exhume tout ceci, pour restituer l'esprit du temps, ses cadres politiques et sociaux, et pour comprendre en situation et en contexte, le sens de la fondation de l'AISLF. Cette création scelle manifestement une position de Résistance dans une situation de lutte idéologique mondiale à résonance forte sur les pratiques américanisantes de la sociologie française.

Positionnons-nous donc maintenant sur ce versant de la sociologie.

Élu à la Sorbonne en 1949, il est donc d'une autre génération que celle de ses collègues qui n'y seront nommés qu'après lui : Aron en 1955, et Stoetzel en 1956. Quant à Friedmann, il fit sa carrière ailleurs, mais exerça cependant une



influence décisive sur la discipline. Gurvitch incarne donc un monde ancien (à la fois dissidence de la Révolution russe et esprit des Humanités de l'ancienne Sorbonne) qui bien que déclinant, continue toutefois à marquer le présent et à l'influencer. Il s'affronte en particulier à une certaine sociologie scientifique et pragmatique qui prend de l'ampleur en ces années de reconstruction de l'après-guerre.

Pour continuer à comprendre cet acte de Résistance sociologique que constitue la fondation de l'AISLF, il faut comprendre (pour détourner l'un de ses titres) les tendances actuelles de la sociologie de l'époque, rappeler l'émergence irrésistible d'une nouvelle sociologie experte, incarnée après-guerre entre autres par Jean Stoetzel (très hostile à Gurvitch). En 1945, dans un exposé au nom évocateur : *L'esprit de la sociologie contemporaine*, que Stoetzel fit en fief durkheimien, devant la *Société de philosophie de Bordeaux*, il prophétise : « Le temps viendra sans doute, que j'attends personnellement avec une impatience ironique [...] où l'on verra les meilleurs sociologues écrire d'exécrables ouvrages de philosophie. À ce moment, la sociologie sera une science ». Il ajoute : « Plus nos connaissances sociologiques seront quantitatives, plus solide et plus scientifique sera notre connaissance. C'est ce qui explique le rôle grandissant en sociologie de l'analyse statistique ». Jean Stoetzel, qui avait déjà fondé l'IFOP en 1937 et qui est influencé par son séjour à Columbia, milite en faveur d'une nouvelle sociologie qui doit tourner le dos au durkheimisme. Il introduit la méthode statistique dans la recherche sociologique, et jette les fondements de la première « sociologie d'expertise », et de la « recherche instrumentalisée », cherchant à financer les enquêtes par les « contrats ». L'association loi de 1901 « Marc-Bloch » permet de gérer les fonds recueillis.

À cette sociologie experte, pragmatique et souvent managériale, qui revendique l'amnésie philosophique, Gurvitch oppose une sociologie théorique, critique, historique et cultivée, s'adossant entre autres aux classiques de la pensée allemande : Leibniz, Marx, Fichte, Schelling, Husserl, Scheler, Mannheim, et à certains auteurs français : Proudhon bien sûr,

mais aussi Mauss, Lévy-Bruhl, Halbwachs, Bachelard, Bergson.

Pour saisir la signification de cet acte de résistance que constitue l'AISLF, il faut donc aussi remonter au séjour aux États-Unis des sociologues exilés, et aux conséquences que cela eut sur le développement des pratiques sociologiques instrumentales, à leur retour. Yvonne Roux, secrétaire de Gurvitch, me raconte l'état d'esprit de Gurvitch, qui présida à la création de l'AISLF : « Il est revenu des États-Unis avec l'impression, la conviction que la sociologie américaine s'enlisait dans l'empirisme [...] Pour eux, il n'y avait pas de classes sociales, il y avait des strates, et tout à l'avenant. On était dans du plat, et la profondeur chère à Gurvitch, la profondeur sociale, les conflits sociaux étaient gommés [...] Gurvitch avait une conception de la société perpétuellement en conflit, en effervescence. [...] Il ne faut pas se fier à ce qui paraît stable (disait-il), parce que ça cache du mouvement en dessous, des mouvements qui viennent crever s'il le faut. [...] Il préférerait que tous les gens qui avaient pour fondement la culture française se réunissent, pour fonder, ou tout au moins élaborer, une sociologie qui serait dans le droit fil des pères fondateurs, et qui donc pourrait faire face à la sociologie américaine, donner quelque chose qui tiendrait beaucoup plus compte du conflit, de l'effervescence, de la dialectique » (Yvonne Roux, *Entretien avec l'auteur*, 1996).

Cette association est donc évidemment la réponse à une « crise » qui selon Gurvitch frappe la sociologie. Elle a pour siège la distorsion existant entre « la théorie sociologique » et la « recherche empirique ». Notons que la création des *Cahiers Internationaux de Sociologie* est une réponse à cette même « crise de l'explication », résumée comme suit par Gurvitch : « L'explication est impossible sans une théorie sociologique générale ; plus on méprise « la théorie », plus on rend impossible l'explication ». Le texte fondateur de l'AISLF (colloque de Royaumont en 1956), initialement publié dans le numéro XXI des *Cahiers internationaux de sociologie* constitue maintenant le chapitre XVI de *La vocation actuelle de la sociologie*. Il porte significativement pour titre *La crise de l'explication en sociologie*. Voici les objections

majeures avancées par Gurvitch à l'encontre de pratiques qu'il jugeait anticipativement dangereuses pour la sociologie, et qui motivèrent la création effective de l'AISLF deux années plus tard en 1958. Les diverses écoles sociologiques ont jusqu'ici – selon Gurvitch – sombré dans quatre travers que je condense :

1 - soit un excès d'explication (défaut inhérent à un historicisme téléologique, voire messianique, et il est clair qu'est ici visé le marxisme orthodoxe),
2 - soit des erreurs d'explication (théorie des « facteurs prédominants », recours à des « modèles abstraits » inadaptés : « techniques, culturels, statistiques, mathématiques, détachés des totalités sociales concrètes, de leurs structures et conjonctures »),

3 - soit un déficit d'explication (réduction à un simple constat),

4 - « soit, enfin, qu'on ait renoncé quasi complètement à l'explication en transformant, dans le meilleur des cas, la sociologie en sociographie » révélant « les implications conformistes et partisans de la soi-disant description pour voir [...] Qu'on nous permette, à cet égard de signaler que les représentants les plus caractéristiques de la tendance que nous dénonçons, sont les partisans actuels de la « recherche empirique en sociologie ». Ils prétendent (c'est le cas de la plupart des sociologues américains et de leurs émules français) répudier « toute théorie » sans se rendre compte qu'ils partent précisément eux-mêmes d'une préconception. Ils présument, en effet, que les « faits sociaux », comme les fleurs des champs, n'attendent que d'être cueillis, alors que, selon l'excellente formule de Gaston Bachelard, toute science « recherche le caché » ».

Il faut donc lutter contre cet empirisme plat et promouvoir un « empirisme rationnel » aux accents bachelardiens, une sociologie qui allie la recherche empirique, l'explication et la théorie. Gurvitch critique le savoir en miettes et les théories sociologiques que l'on peut dire adaptatives, conformistes et *a priori* acceptantes de l'ordre en cours, des théories du genre structuraliste-fonctionnel.

Cette co-fondation de l'AISLF avec Henri Janne répondait donc clairement à des objectifs précis,

décrits en termes non équivoques par un proche, héritier de Gurvitch, Georges Balandier : « Face à la montée de la sociologie américaine, il entreprend de dresser une organisation des sociologues d'expression française : il fonde avec son ami belge Henri Janne, l'Association Internationale des Sociologues de Langue Française. Celle-ci ne constitue pas une dérivoire ligue de protection linguistique. Elle assure une défense de la sociologie théorique, critique, soucieuse de libre évaluation des situations actuelles, face à une sociologie empirique

souvent décervelée et complaisamment gestionnaire. [...] Il a (aussi) fondé le Groupe (devenu par la suite Laboratoire) de Sociologie de la Connaissance auquel ont collaboré R. Bastide, J. Berque, J. Cazeneuve, J. Duvi-gnaud, L. Goldmann, P. H. Maucorps, A. Memmi, etc. Cette unité de recherche, dont l'éclat et le non-alignement irritaient les



tenants de la sociologie confortable, lui a survécu ». Mais c'est déjà un combat à l'issue incertaine, eu égard à une tendance inéluctable de la sociologie à aller vers une professionnalisation croissante. La figure du chercheur, de l'enquêteur de terrain (dominante au Centre d'Études Sociologiques), dans cette période d'après-guerre, tend à progressivement supplanter celle du savant (encore dominante à l'Université). En 1959, à l'occasion du second colloque de l'AISLF portant sur *Les cadres sociaux de la sociologie*, dans un débat de clôture avec Raymond Aron, Gurvitch reviendra sur cette question cruciale de la liaison de plus en plus étroite entre le financement des projets de recherche par les fondations et les crédits privés, et la pratique d'une sociologie tournée vers la résolution de problèmes pratiques.

Pour conclure, que nous apprend Gurvitch ? Que chacun occupe nécessairement une place acceptante ou résistante, dans la société, comme dans une sociologie qui privilégie de plus en plus l'enquête technique de terrain centrée sur des objets restreints, non connectée

à une réflexion historico-politique et anthropologique large sur la société globale, son devenir et ses valeurs. Si l'on n'est pas dans ce que je nommerai le fatalisme, il convient donc de convoquer le « phénomène-social-total » concept de résistance qui seul peut briser « le cordon sanitaire » néfaste instauré par l'empirisme entre philosophie et sociologie : « cela d'autant plus que le concept de totalité, de même que celui de mouvement incessant, ont un aspect philosophique ».

Cette réconciliation de la philosophie et de la sociologie, indispensable pour produire une pensée sociologique, se formule encore dans l'espérance qui clôt son autobiographie en 1958, scellant l'inclusion mutuelle du sociologue et de sa sociologie : « Pour terminer, qu'il me soit permis d'indiquer que le sort a voulu que j'aie souvent, dans ma réflexion et dans mon effort, «contre le courant». Le rythme de ma pensée a presque toujours été en décalage avec celui qui était à la mode. Je suis donc un «exclu de la horde», par vocation pour ainsi dire. Pour la plupart les sociologues français et américains d'aujourd'hui me considèrent comme un «philosophe» qui s'est trompé de porte ; et les «philosophes» me regardent comme un «traître» qui a depuis longtemps changé de camp. Cependant, cette situation, parfois pénible d'isolé, ne me paraît que très naturelle : ma prise de position implique la nécessité d'une collaboration intime, non seulement entre théorie et recherche empirique, mais encore entre sociologie et philosophie ».

Voilà, je crains qu'en cette matière, les propos de Gurvitch ne soient plus que jamais inactuels, intempestifs, et « contre le courant ».

Francis Farrugia
Université de Franche-Comté, France
Responsable du CR 14
<francis.farrugia@univ-fcomte.fr>



Henri Janne, co-fondateur de l'Aislf

Henri Janne (1908-1991) a fait des études en philologie classique qui auraient dû le mener vers l'enseignement du grec et du latin. Après un bref passage dans l'enseignement secondaire, il entama une carrière dans la haute administration belge où il fut, entre autres, responsable du Commissariat général du Tourisme. À la fin de la deuxième guerre mondiale, préoccupé par le rétablissement de l'administration publique sur des bases rationnelles, il se tourna vers la sociologie de l'époque. En 1944, il devint chef de cabinet du Ministre des Affaires économiques et, en 1947, du Ministre du Rééquipement national et de la Coordination économique, puis, en 1949, Directeur général de la Coordination économique dans les services du Premier Ministre. Il avait publié *L'Antialcibiade*¹ en 1946. C'est en 1949 qu'il débuta sa carrière de professeur à l'Université Libre de Bruxelles où il succéda en 1951 à Eugène Dupréel, philosophe des valeurs, dans sa charge d'enseignement de la sociologie générale. Directeur de l'Institut de Sociologie de cette université de 1950 à 1956, il en fut élu Recteur de 1956 à 1959. Il fut président du Conseil national du Travail de 1959 à 1961. Il devint sénateur (coopté, non élu) socialiste de 1961 à 1965. Au cours de ce mandat, il fut Ministre de l'Éducation nationale et de la Culture de 1963 à 1965. En 1958, il avait fondé, avec Georges Gurvitch, l'Association internationale des sociologues de langue française, dont il fut le premier président, puis le président d'honneur. En 1965, il entra en qualité de membre effectif à l'Académie royale des sciences, des arts et des lettres, dont il devint le président de la Classe des lettres, des sciences morales et politiques en 1973. Élu membre correspondant de l'Institut de France en 1974, il fut fait Docteur *honoris causa* par l'Université René-Descartes Paris V. Il a accompli de nombreuses missions pour des organisations internationales comme l'ONU, le Conseil de l'Europe, les Communautés européennes. Il est mort en septembre 1991.

Dans sa leçon inaugurale « Introduction à la sociologie générale »², où l'on perçoit déjà les

influences de Talcott Parsons et Robert K. Merton qui s'affirmeront dans *Le système social*³, publié en 1968, Henri Janne synthétise les conceptions théoriques qui serviront de base à son enseignement. Il y définit la sociologie comme la science qui a pour objet ce qui est social, c'est-à-dire « relatif à la société », donc à une communauté d'hommes et de groupes interdépendants. La spécificité du social tient précisément dans le fait qu'il concerne le phénomène de vie en communauté. Dès lors, « est social tout fait, tout acte, tout rapport dans la mesure où il comporte une action *de* la société ou une action *sur* la société ». S'il existe des sociologies spéciales qui correspondent à chacune des sciences sociales, la sociologie générale en constitue la synthèse. Examinons donc ci-dessous les prémisses théoriques de son œuvre de sociologue.

Les lois et les institutions sont préexistantes aux individus et conditionnent les activités des hommes. L'une des fonctions des institutions est de permettre à ceux-ci de « définir la situation » : Janne connaissait Thomas via Gurvitch. L'ensemble des institutions publiques et privées contribue à un classement des individus sous la forme d'une

hiérarchie sociale. Au point de vue méthodologique, le sociologue ne fait pas qu'observer sa société, il en est le produit. Par conséquent, l'équation personnelle du chercheur est difficile à maîtriser dans les sciences sociales. Reste toutefois que si des préoccupations particulières sont indispensables, l'objectivité peut être atteinte dans ce champ de recherche.

L'un des principaux concepts mobilisés par Janne est celui de « pression sociale » qu'il préfère largement à celui de « contrôle social » utilisé par d'autres sociologues. Il a longuement réfléchi à la propagande, idéologique et communicationnelle, comme forme particulière de la pression sociale, dans la période d'après-guerre. De manière générale, la pression sociale joue en faveur de la cohérence des attitudes des acteurs sociaux : chacun finit par jouer son rôle qui devient pour l'action individuelle un *pattern*, soit une forme.

Janne s'accorde avec Gurvitch sur la réciprocité des perspectives, comme procédé d'analyse interne à la psychologie de l'individu. Mais cette réciprocité (du social et de l'individuel) peut prendre un caractère externe et se prêter à des analyses sociologiques portant sur des complexes sociaux. Il prône une dualité méthodologique en distinguant sociologie ascendante (étant donné les individus, quelles conséquences sur le social ?) et sociologie descendante (étant donné le social, quelles conséquences sur l'individu ?). Par ailleurs, la microsociologie se définit à partir des rapports entre les individus, et la macrosociologie à partir des traits institutionnels de la société. Des choix premiers d'action s'offrent à l'homme qui exercera sa part de liberté afin de maintenir ou d'accroître sa force sociale, ou encore sa capacité d'influencer.



Quelle est donc pour Janne la nature de la société ?

Pour lui, il est nécessaire que le « psychique collectif » ou le « social » soit immanent aux individus. Mais l'action des hommes est conditionnée par une pression sociale, passée et présente, consciente ou inconsciente, extérieure à chacun d'eux envisagé isolément. Il reprend à Dupréel l'idée que la société est constituée d'une collection d'individus disposés dans un certain ordre, qui est la marque de leur

conditionnement social. À chaque position sociale correspond ainsi une force sociale. Deux affirmations se complètent. L'ordre social est fait de fonctions. Celles-ci doivent être investies pour que les groupes correspondent chacun à leur objet et restent organisés dans leur ensemble. L'ordre social est fait de rôles, alors même que le cadre social se situe entre permanence et changement.

La société se présente comme une structure formelle de fonctions et de rôles hiérarchisés. Elle repose sur une triple réalité, se construit et se reconstruit sans cesse selon le processus fondamental de socialisation, à savoir :

- 1°) la réalité psychologique ;
- 2°) la réalité structurelle (cadre de formes – fonctions et rôles – occupés par des individus successifs (survenants, puis assimilés) ;
- 3°) la réalité matérielle (les édifices, le bâti,

etc. comme projection sur la surface de la terre de la structure sociale formelle). Le projet de Janne a été d'élaborer une sociologie générale centrée sur le facteur technique, l'amenant à une analyse de l'ère du néotechnique. De là son intérêt pour l'éducation et la culture. Les enjeux de l'avenir lui semblaient déjà être ceux de la connaissance et de l'information. Intéressé par le paradigme fonctionnel de Merton, il ne fut jamais un fonctionnaliste à part entière. Son affinité avec la pensée dialectique l'en empêcha et le conduisit à vouloir composer entre le modèle fonctionnel et le modèle de la force sociale.

Avec son ouvrage majeur, *Le système social*, il a livré un essai de théorie générale, basé sur l'ambition de définir la sociologie générale comme condition d'une forme de raisonnement convenant à l'approche macrosociologique et au phénomène social global, tout cela sous l'influence d'un grand pluralisme intellectuel. Il combattait l'éparpillement des travaux parcellaires dans la mesure où il n'y a de sociologie que par référence au total. Pour lui, le système social s'inscrivait dans la tension entre la structure du pouvoir et le système de valeurs (la culture). Dès lors, le nœud de l'interprétation sociologique se trouve dans la polarisation entre une tendance au maintien et à la continuité et une tendance au changement et à la discontinuité (ambivalence des systèmes sociaux). Humaniste au sens le plus généreux du terme, Henri Janne aura marqué de la rigueur et de l'élégance de sa pensée des générations de sociologues formés à son école. Même si certains, parmi les plus connus d'entre eux, à l'instar de Claude Javeau, ne se sont pas expressément recommandés de ses positions théoriques, ils n'ont pas manqué d'introduire, comme lui, une dimension éthique dans leur propre regard scientifique, ainsi que de faire preuve de curiosité dénuée de toute contamination dogmatique dans l'approche de leurs objets d'étude.

Anne Van Haecht
Université Libre de Bruxelles, Belgique
Co-responsable du CR 07
<avanhaec@ulb.ac.be>

¹ *L'Antialcibiade ou la révolution des faits*, Bruxelles, Office de Publicité, 1946.

² « Introduction à la sociologie générale », *Revue de l'Institut de Sociologie*, 1951, n°3, pp.345-392.

³ *Le Système social. Essai de théorie générale*, Bruxelles, Éditions de l'Institut de Sociologie de l'ULB, 1968.

Entretiens avec des membres du premier Bureau

Georges Balandier, France

Comment comprendre la création de l'AISLF dans le contexte général de la sociologie des années 50 ?

Pour comprendre le contexte de la création de l'AISLF, il faut tenir compte de deux choses : la situation du moment dans l'histoire de la sociologie et les personnalités qui ont été les initiatrices de l'Association et en ont fixé les objectifs.

La situation dans l'histoire de la sociologie tout d'abord. On est en 1957/58 ; la fin de la guerre est encore récente et il s'agit toujours de reconstruire, de remettre en état. La sociologie française a en effet été très touchée par le conflit, en particulier avec des morts fortement symboliques comme celle de Maurice Halbwachs, historien ouvert à la connaissance des sciences sociales, mort en camp de concentration, ou celle de Marc Bloch, fondateur des *Annales*, fusillé par les Allemands. Cette reconstruction était d'autant plus importante que, jusque là, la sociologie n'était pas constituée comme discipline distincte et spécifique dans l'université française : elle était liée à la philosophie, intégrée dans le cursus des études de philosophie. Par ailleurs, environ dix années après la fin de la guerre, il s'est écoulé assez de temps pour qu'apparaisse clairement l'apport de la sociologie américaine. Un apport qui s'est entre autres fait via certains collègues. C'est le cas de collègues revenus des États-Unis après l'exil durant la guerre, de Gurvitch lui-même. C'est le cas d'Aron, qui tire la sociologie française hors d'un certain provincialisme, qui joue en ce sens un rôle important, comme il l'avait fait pour introduire en France la sociologie allemande. C'est aussi

le cas d'un certain nombre de sociologues de la jeune génération de l'époque, comme Bourricaud, Crozier, Touraine, qui, à la faveur d'une aide financière, sont allés compléter leur formation aux USA. Ils ont appris à connaître et pratiquer la sociologie avec l'appui des méthodes américaines – la référence emblématique étant à l'époque la grande enquête conduite en temps de guerre : *The American Soldier*. Gurvitch lui-même jouera involontairement un rôle en ce sens en publiant avec W. Moore *La sociologie au XX^{ème} siècle*, aujourd'hui ouvrage paru aux Presses Universitaires de France. Ainsi apparaît chez nous une sociologie plus « formalisée » par les mathématiques, par l'empirisme de Columbia puis de Paul Lazarsfeld, différente de la sociologie de langue française qui, elle, s'inscrivait dans une tradition philosophique depuis Auguste Comte et les durkheimiens.

Il s'agissait aussi de créer une association professionnelle pour les sociologues de langue française, à côté de l'Association Internationale de Sociologie, dont l'idée émane de l'UNESCO et qui bénéficiait de l'appui du Conseil International des Sciences Sociales et par là de moyens, qui ont fait défaut à l'AISLF, alliée aux organisations naissantes de la francophonie.

À côté de ces éléments de contexte, des personnes ont joué par leur rencontre un rôle majeur dans la naissance de l'AISLF. Ainsi en a-t-il été de Gurvitch et de Janne, liés à partir de leur affinité quant à la reconstruction socialiste de l'Europe et au projet d'un socialisme dissocié du communisme d'inspiration soviétique. Une affinité qui s'est vue soutenue par des éléments institutionnels : Gurvitch est professeur en Sorbonne et fondateur du Centre d'Études Sociologiques, Janne, professeur à l'Université Libre de Bruxelles, est devenu recteur et un temps ministre de l'enseignement. Une double connivence unissait ainsi ces deux hommes : la vision socialiste de l'Europe, éloignée de sa version soviétique ou staliniste, et le refus d'un modèle intellectuel à l'américaine, qui rejette une sociologie estimée « floue » basée sur une

pensée philosophique ouverte, au profit d'une sociologie construite autour d'un empirisme à formalisation mathématique, fortement inspirée par *The American Soldier*. Face à l'influence centrale des USA dans les débats sur la reconstruction intellectuelle de l'Europe, qui impliquent les sciences sociales et humaines, il s'agissait d'affirmer une volonté d'indépendance. Une reprise par l'Europe elle-même, ouverte sur le monde francophone, de l'interprétation sociale des évolutions en cours.

Quel intérêt une telle association pouvait-elle présenter pour la sociologie en France ?

Il faut d'abord noter que l'idée de « l'Association » se précise au moment du colloque de Bruxelles. Au départ, il n'y a pas une organisation. Au départ, il y a un groupe d'affinités, auquel j'étais lié. Le colloque va servir de déclencheur, notamment parce qu'il mettra en évidence le fait que les sociologues travaillent dans un manque de références professionnelles actualisées. Dès lors, la création de l'AISLF visera à doter les sociologues d'une association liée à l'exercice de leur métier, à la dynamisation de

la pensée sociale alors que subsistait peu des organisations professionnelles antérieurement existantes ou que certaines d'entre elles avaient été discréditées (comme c'était le cas de l'« Institut International de Sociologie » avec le socio-démographe Corrado Gini¹). Quant à l'Association française, à ma connaissance, elle n'existait pas avant la guerre. Il n'y avait d'ailleurs pas de département de sociologie dans les universités. À la Sorbonne, la sociologie était un certificat (morale et sociologie) de la licence de philosophie. S'il y avait une formation spécifique, elle restait

plutôt celle des anthropologues et des ethnologues, elle se faisait au Musée de l'Homme et à l'École Pratique des Hautes Études. L'AISLF ne se situait donc pas en concurrence avec des associations nationales. Elle a vite eu un large écho, car elle a bénéficié d'un important atout : alors qu'à l'époque, les revues de sciences sociales restaient rares, elle a pu s'appuyer sur deux revues spécialisées et renommées : la *Revue de l'Institut de Sociologie* de Bruxelles et les *Cahiers Internationaux de Sociologie*, nés en 1947, à l'initiative de Gurvitch.



L'une et l'autre étaient un moyen de diffusion immédiate, pour des articles conçus sur des thèmes pensés par l'Association et débattus dans les colloques.

Comment avez-vous été associé au premier Bureau ? Quelles ont été les premières tâches de celui-ci ?

Si, au départ, l'Association repose sur Gurvitch et Janne avec leur proche entourage, ceux-ci vont très vite s'appuyer sur moi pour assurer l'administration et la mise en forme du projet, et pour étendre celui-ci. Pour ce faire, je vais jouer sur le lien qui m'unit à Fernand Dumont, lien tissé lors des cours que j'ai donnés au Québec dans les années 50, et sur les relations que j'ai nouées avec certains des chercheurs jeunes qui assurent la relève en Suisse (Kellerhals, Lalive d'Épinay, Windisch). Je deviendrai le premier président élu après les deux fondateurs, jusqu'au colloque de Neuchâtel consacré à la « Sociologie des Mutations ». En fait, j'ai été associé au bureau fondateur et d'emblée tacitement vu comme le successeur de Gurvitch et de Janne et j'ai eu à définir le thème du premier colloque qui s'est tenu à Bruxelles autour des questions de la colonisation et du développement (ma contribution concernait les rapports entre structures sociales traditionnelles et changements économiques). Ce thème s'imposait doublement à moi. En effet, d'une part, l'AISLF se fondait au moment où de grandes turbulences commençaient à secouer les pays dépendants, notamment africains (de même d'ailleurs que les universités) ; d'autre part, dès 1952, j'avais créé à l'Institut d'Études Politiques de Paris un cours intitulé « L'anthropologie appliquée aux problèmes des pays sous-développés ». Et j'étais tôt lié d'amitié avec Gurvitch, nous étions l'un et l'autre directeurs d'études à la 6^{ème} section de l'École Pratique des Hautes Études. Avec lui et des historiens et des philosophes, j'avais entrepris de contribuer au « remue ménage » de la pensée sociale.



Comment fonctionnait ce premier Bureau ?

Ce premier bureau fonctionnait sur une base amicale et conviviale, autour des rapports personnels qui unissaient les fondateurs et certains des membres. On se réunissait en groupe restreint à Paris et à Bruxelles. Dès les années 1960, l'activité principale était engagée : organiser des colloques et des tables rondes sur des thèmes novateurs, des colloques tournant dans les pays liés à l'AISLF.

Quelles perspectives de développement se donnait-il pour l'Association ?

L'objectif premier était d'irradier, d'aider à la diffusion de la sociologie dans la francophonie. Il faut se rappeler que l'on était dans les années des indépendances en Afrique et en Asie, de la protestation tiers-mondiste en Amérique latine, des pays où le français était présent sous l'aspect d'une tradition intellectuelle. Le but était aussi d'ouvrir à des thématiques actuelles, inspirées par les traditions européennes, entretenant ainsi une conception interrogative plus qu'une conception utilitariste de la recherche sociologique.

Quelle vision ce Bureau avait-il de la communauté des sociologues francophones ?

Il s'agissait avant tout de faire évoluer l'association dans le bon sens en ouvrant celle-ci aux jeunes générations, notamment en leur proposant des ateliers de travail et, dès que possible, une aide financière. C'est ce qui a été entrepris plus tard avec la politique d'attribution de bourses pour les colloques puis avec la création du Prix du Jeune Sociologue. C'était une des conditions requises pour maintenir l'exigence de pensée novatrice qui animait le Bureau, pour donner du sens à une francophonie scientifique qui se cherchait.

Comment analysez-vous l'évolution que l'association a connue depuis lors ?

Il était nécessaire d'ouvrir celle-ci à la demande des jeunes chercheurs, à l'attente des sociologues se référant à la tradition française de la science sociale, s'exprimant en français. Mais à un moment, la professionnalisation s'étendant, se liant à la recherche des « experts », la taille devient

telle que la gestion devient plus bureaucratique, plus attachée à l'effet « statistique » et, du même coup, s'accroît le risque d'être moins ouvert à l'idée qui dérange.

Quels enjeux voyez-vous pour le futur de l'Association ?

Il faut retrouver l'inspiration audacieuse de l'origine, une volonté de faire progresser les pensées différentes, les analyses sociales différentes. La sociologie n'est pas un monothéisme mais bien un polythéisme, une vision pluraliste. Il faut se battre pour la diversité, car toute pensée inventive a besoin de la diversité. De plus, comme le français est en recul dans le monde, il faut conjuguer les initiatives avec celles des anthropologues et des politologues pour éviter la dispersion. Il faut contribuer comme au commencement à une pensée sociale non formatée, ouverte au risque de la pensée nouvelle, à l'innovation imposée par l'entrée dans un autre Âge de l'histoire depuis la fin des années 1980. L'Association doit être un lieu qui ne cherche pas d'abord le succès d'effectif mais le succès créatif dans un contexte où les sociologues sont de plus en plus doublés ou remplacés par les experts.

Dans nos sociétés suractivées par la modernité, se créent des univers de vie si nouveaux que l'une des tâches prioritaires est de développer une sociologie non gestionnaire, plus nerveuse, plus interrogative autour de questions comme celles de la société « immatérielle », de l'irruption des biotechnologies, etc... Ces questions ont un sens. Il se forme ainsi de nouveaux domaines – ce que j'appelle « Nouveaux nouveaux mondes » – à explorer. Et il y a toujours une tâche de vigile : veiller à ce que les possibilités d'expression démocratique ne soient pas réduites ou faussées par les organisateurs et les technocrates, par les « affirmatifs » si l'on accepte l'expression.

Paris, 2 octobre 2007
Liliane Voyé
<dobbelavoye@skynet.be>

¹. Dans une lettre à Roger Bastide (8 avril 1949), Gurvitch écrit : « L'initiative de convoquer l'Institut International de Sociologie » est particulièrement malheureuse [...] La résurrection à Rome ou à Madrid [...] servira de cadre de ralliement à tous les criminels de guerre, épurés et fascistes... »

Albert Memmi, France

Monsieur Memmi, vous avez été membre du premier bureau de l'AISLF. Pour le cinquantième anniversaire de notre association, pourriez-vous nous raconter comment s'est passée la création de cette association ?

Il faut rendre à Georges Gurvitch ce qui lui est dû : il est l'inventeur et le promoteur de l'association. Pour ma part, j'étais beaucoup plus jeune et j'étais son collaborateur : par conséquent la cheville ouvrière. J'ai commencé par être secrétaire général puis j'ai été trésorier et secrétaire adjoint de l'AISLF. L'AISLF était l'enfant de Georges Gurvitch. Un peu plus tard ont appartenu au Bureau d'autres personnalités comme Jacques Berque avec qui j'avais des affinités maghrébines ; ou encore une autre grande figure de l'époque, Roger Bastide, d'une grande gentillesse, qui avait le projet d'un ouvrage sur sociologie et psychanalyse ; un autre homme remarquable, Henri Janne qui est devenu doyen de l'ULB ; enfin Jean Duvignaud. Dans le paysage de la sociologie française à l'époque, il faut mentionner Gabriel Le Bras, sociologue des religions, François Isambert et Jacques Maître. Alain Touraine était aussi très important. Le siège social de l'AISLF était le CES, rue Cardinet et il y avait donc un important passage de tout ce monde.

Pourquoi cette association ?

Cette association répondait à une nécessité objective car il n'y avait plus rien. La génération précédente, très prometteuse, avait été décimée par les guerres. Cette génération a été littéralement fauchée. En d'autres termes, il n'y avait pas, en France, d'association de sociologie. La démarche de Gurvitch répondait à une nécessité. Il fallait inventer un lieu où les sociologues, qui commençaient à être assez nombreux, pouvaient se contacter. Gurvitch pensait que la dimension internationale était plus importante que la dimension nationale. Dans ce contexte, la création de l'Association Internationale des sociologues de Langue Française était légitime.

Il fallait enfin promouvoir la sociologie et la première manifestation en a été *Le traité de sociologie*, en deux tomes, sous la direction de Georges Gurvitch, publié en 1960, et constamment réédité depuis aux PUF. Gurvitch avait réussi à réunir tous ceux qui avaient une importance et tous ceux qui pointaient. Ma propre contribution a concerné la sociologie de la littérature. À l'AISLF, on se réunissait en petits groupes et je me souviens des réunions, rue Cardinet, avec Fernand Braudel au cours desquelles on débattait de la prééminence de la sociologie ou de l'histoire. On touche à l'existence même de l'association. Il y avait un conflit d'intérêt entre Braudel et Gurvitch. L'enjeu portait sur la délimitation des champs respectifs de l'histoire et de la sociologie. La sociologie, discipline nouvelle, devait se démarquer de l'histoire, discipline dominante. C'était une période passionnante et passionnée. Il s'agissait vraiment de définir une science relativement jeune. Gurvitch était un apatride russe et juif vivant en France. Il aurait été un collaborateur de Lénine. Je ne sais pas si cela est vrai ou faux mais c'est la légende. Dans ce contexte, la création de l'association peut se comprendre. On ne se posait pas le problème de la francophonie dans son ensemble et la dimension nationale n'entraînait pas dans les critères d'adhésion. Au début de l'association, seuls les individus étaient associés. Le comité de direction se réunissait plus ou moins régulièrement Georges Gurvitch, Henri Janne et Yvonne Roux qui s'occupait du secrétariat. Une structure administrative avait été mise en place.

Racontez-nous comment se passait à l'époque la collaboration avec Georges Gurvitch

Il n'était pas facile de travailler avec Gurvitch car il avait un caractère difficile doublé d'un accent russe très prononcé. Il maîtrisait mal le français et ses textes étaient souvent illisibles. Il fallait les corriger avant publication. C'est peut-être la raison pour laquelle ses textes sont mal connus. C'était un philosophe de formation qui connaissait très bien les sciences sociales hors la France. Il y avait de nombreuses divergences scientifiques et son mauvais caractère généraient de nombreuses disputes avec les collaborateurs du *Traité*. Je peux vous citer une anecdote : un jour, nous recevons un texte de Claude Lévi-Strauss, qui était déjà connu. Georges Gurvitch

exprime son désaccord avec le texte mais je me suis opposé au refus. Le texte paraîtra donc avec la mention en bas de page : « le directeur de publication [c'est-à-dire Gurvitch] n'est pas d'accord. » ! Il était « à couteaux tirés » avec Raymond Aron qu'il qualifiait de journaliste. Bref, il ferrailait un peu contre tout le monde... Mais il était intelligent et il était capable de reconnaître les qualités chez autrui. Gurvitch téléphonait tous les jours à ses collaborateurs et passait une grande partie de sa matinée au téléphone. Je suis arrivé en France en 1956 et Gurvitch m'a formé à la sociologie (je venais de la psychopédagogie) ; j'ai suivi ses cours à La Sorbonne et participé au laboratoire de sociologie de la connaissance et de la vie morale. Gurvitch considérait que *Portrait d'un juif* était plus sociologique que d'autres ouvrages sur le sujet. Comme j'étais sans poste, j'ai candidaté au CNRS et j'avais pour parrains René Zazzo pour la psychologie et Georges Gurvitch pour la sociologie. À l'époque, obtenir un poste c'était encore plus difficile qu'aujourd'hui ! Une fois nommé au CNRS j'ai participé à une enquête codirigée par Gurvitch et Duvignaud (décédé récemment) sur les étudiants. Gurvitch n'était pas outillé pour la sociologie quantitative. Par comparaison, j'ai participé aussi à des travaux d'intérêt social. J'étais membre du labo de psychologie expérimentale de René Zazzo. Ce laboratoire était très structuré et il n'y avait pas d'équivalent en sociologie. J'ai appris le métier sur le terrain et je m'entendais beaucoup mieux avec Zazzo. Par la suite, la chaire de Gurvitch a été attribuée à Jean Cazeneuve, très fidèle à Gurvitch, qui a ensuite fait une belle carrière et est entré à l'Institut.

Pour terminer, laissez-moi vous dire combien suis content de cette démarche générale car vous remplissez un vide dans la connaissance et la compréhension du contexte intellectuel lié à la fondation de l'association. En d'autres termes, la génération des 40-50 ans a ignoré les anciens et des conflits générationnels ont porté préjudice à une continuité intellectuelle entre les fondateurs de l'AISLF et les jeunes générations de sociologues. Mon vœu serait que l'AISLF s'attèle à un nouveau *Traité de sociologie* représentatif des travaux francophones.

Paris, 19 juillet 2007
Catherine Déchamp-Le Roux
<cdl@univ-brest.fr>

Guy Rocher, Québec, Canada

Vous avez été membre du premier bureau de l'AISLF. Pour le cinquantième anniversaire de notre association, ce serait un plaisir pour nous tous que vous nous racontiez ce qu'a été pour vous la fondation de cette association : les premières réunions, le lien avec les Québécois, comment on peut comprendre cette création dans le contexte général de la sociologie des années 1950, comment vous avez été impliqué dans cette origine-là.

Je me trouvais en France en 1957-58, c'était ma première année sabbatique. J'étais alors professeur à l'Université Laval depuis 1952 et, comme j'avais fait mes études aux États-Unis et que je connaissais mieux la sociologie américaine, j'avais décidé d'utiliser mon premier congé sabbatique pour aller en France et travailler dans une équipe française. J'ai travaillé à l'époque dans l'équipe de Paul-Henry Chombart de Lauwe. Pendant que j'étais à Paris, j'avais reçu une lettre de Jean-Charles Falardeau (Université Laval) qui me dit : « On nous invite à aller à Bruxelles – si je me souviens bien c'était au mois de mai –, pour créer une association internationale de sociologie de langue française. Pourrais-tu te rendre et nous représenter ? ». J'ai accepté. C'est comme ça que j'ai été amené à me rendre à Bruxelles et à participer à la première réunion, la réunion de fondation de notre association. Et ça se faisait à Bruxelles parce que c'est là que se tenait, en 1958, l'exposition universelle. On en profitait. C'était l'excuse qui permettait de faire un compromis entre Monsieur Gurvitch et Monsieur Janne parce qu'il y avait là, je dirais, deux grands personnages. Monsieur Gurvitch était la figure qui dominait la sociologie française à ce moment-là. Il profitait du vide qu'il y avait après la guerre, la deuxième guerre mondiale, pour établir son empire. Et puis, de l'autre côté, il y avait à Bruxelles, Monsieur Henri Janne qui était

le sociologue principal et qui avait été un homme politique : il avait été ministre de l'Éducation et avait été recteur de l'Université. Je me demande s'il n'était pas encore recteur de l'Université, mais enfin. Il y avait donc là deux personnages et on savait qu'il fallait équilibrer les forces entre les deux. L'exposition universelle de Bruxelles a permis, je pense, de faire en sorte que Monsieur Janne ait été l'hôte et que Monsieur Gurvitch ait dû se rendre à Bruxelles.

Tout un contexte !

Ce que j'ai vite compris à ce moment-là, quand j'ai pris contact avec ce groupe, qui était le premier groupe, la première réunion que nous avons, c'est bien que la sociologie européenne de langue française, je dis bien européenne de langue française, se sentait, je dirais, de plus en plus doublée par la sociologie anglo-saxonne et particulièrement par la sociologie des États-Unis. Au sortir de la guerre, les universités européennes, surtout les universités de langue française, restaient très marquées par le contexte de l'après-guerre, c'est-à-dire par les déficits de l'après-guerre, les déficits humains, alors que les États-Unis étaient en pleine poussée universitaire. On créait des universités aux États-Unis, on créait des départements de sociologie dans toutes les universités, ça se répandait beaucoup, très vite et en nombre. Les sociologues américains dépassaient déjà de beaucoup en nombre tous les pays francophones à ce moment-là. Et sur le plan international, on sentait que la sociologie d'expression française allait être désormais minoritaire, pour longtemps, et peut-être marginalisée. Et alors nous avons donc – c'est le sentiment, je pense, qui dominait à ce moment-là –, nous avons besoin de nous compter. Nous compter nous-mêmes et compter nos forces et les réunir, sans faire bande à part sur le plan international, c'est-à-dire tout en continuant à participer aux réunions internationales, à l'occasion en tout cas pour ceux qui le voulaient, mais au moins avoir nous aussi notre lieu de rencontre. Un lieu principal de rencontre. C'était vraiment le sentiment que nous avions, le sentiment d'une urgence.



Un sentiment d'urgence ?

Il fallait rapidement créer une association internationale de langue française parce que je peux dire que chaque année marquait un écart croissant entre la sociologie de langue anglaise et la sociologie de langue française dans le monde en général. Déjà, on sentait la poussée de l'anglais en Orient, en Asie, en Inde, bien sûr, mais aussi particulièrement au Japon. C'est vraiment ce contexte-là, pour moi, qui est le contexte de la création de l'association. Peut-être que lié à cela, il y a eu un certain contexte intellectuel dans la mesure où je pense que Monsieur Gurvitch, le connaissant tel qu'il était, voulait aussi unifier théoriquement la sociologie de langue française. Comme lui-même était en train de développer son cadre théorique, en concurrence à l'époque avec Talcott Parsons... Parce que son concurrent était Talcott Parsons. Donc, je pense qu'il y avait – remarquez que ça ne se disait pas comme cela – chez Gurvitch, cette idée qu'il fallait une théorie, c'est-à-dire la sienne, dans la sociologie française et que l'association pouvait être un lieu de diffusion de la sociologie « gurvitchienne » par opposition à la « parsonnienne ».

Que représentait cette fondation pour le Québec et le Canada ?

Je participais d'autant plus activement que notre sociologie québécoise avait, elle aussi, son contexte canadien-anglais, qui était quand même marquant à cette époque, dans les années 1950. Nous, les quelques sociologues de langue française, nous faisons encore partie activement de l'association canadienne sur un pied à peu près d'égalité avec nos collègues canadiens-anglais parce que nos collègues canadiens-anglais étaient encore assez bilingues à l'époque. Mais nous sentions que nous aussi il fallait nous regrouper, les Québécois de langue française, ou en tout cas les Canadiens de langue française, parce qu'il n'y avait pas que les Québécois, mais une sociologie de langue française qui, de plus en plus, se caractérisait, développait son type



particulier au sein de la sociologie canadienne. On sentait bien que l'analyse que nous devions faire de la société québécoise avait ses particularités à l'époque. On était dans les années 1950 et cela requérait pour nous, peut-être, là aussi encore, un contexte francophone international qui pouvait aussi nous servir de lieu d'échange. Alors, j'abondais dans le sens de la création de cette association, comme j'avais aussi l'appui de nos collègues, particulièrement de l'Université Laval à l'époque, parce que je n'ai pas été beaucoup en contact avec l'Université de Montréal à ce moment-là. Jean-Charles Falardeau, Fernand Dumont, le père Georges-Henri Lévesque, nous faisons consensus là-dessus. Oui, nous entrons dans ce projet et oui, on va y participer.

Quel a été le climat de cette première réunion ?

Les réunions se sont déroulées dans beaucoup de cordialité et même de jovialité. Nous étions dans les locaux de l'Université Libre de Bruxelles et on nous accueillait à ce qui s'appelait à l'époque l'Institut de sociologie Solvay. Nous étions dans une très belle vieille bibliothèque. Je dirais que les délibérations se faisaient dans un climat très agréable. Monsieur Gurvitch était de bonne humeur, Monsieur Janne était un hôte tout à fait remarquable, il était un grand monsieur. Et là, je me souviens que Monsieur Janne nous a reçus à déjeuner chez-lui quelques-uns d'entre nous, peut-être le bureau – mais nous n'étions pas tellement nombreux, quelques-uns finalement.

Quand je vois la liste des membres du premier bureau, je suis toujours étonné, parce que la moitié de ces gens-là n'étaient pas à la réunion de Bruxelles. Raymond Aron n'était pas là, Georges Balandier n'était pas là, Memmi n'y était pas non plus. Alors, c'est peut-être le premier bureau, mais ce n'est pas le bureau provisoire qui a été créé sur place, à Bruxelles, à ce moment-là. C'est le souvenir qui me reste. Le premier bureau, il a peut-être été formé en faisant appel à des gens qui n'étaient pas à Bruxelles. On ne pouvait pas, disons, mettre de côté Raymond Aron, Georges Balandier. Mais Balandier, Aron, Memmi n'étaient pas à Bruxelles. Il y avait Gurvitch, Janne et peut-être Girod. C'est possible que Girod ait été là. De Bie était probablement là. Énard? Je ne suis pas certain, peut-être. Oui, c'était un petit

bureau. Tellement que, lorsque le bureau s'est formé à Bruxelles, Gurvitch a dit à sa manière : « Un canadien, c'est habitué à l'argent. Monsieur Rocher, vous allez être trésorier ». C'était aussi démocratique que ça. J'ai été nommé trésorier du bureau provisoire, probablement pour quelques semaines ! Nommé trésorier temporaire par la voix de Gurvitch, je n'ai en réalité jamais administré un sou de l' AISLF. D'ailleurs, je ne me souviens pas qu'on se soit imposé des cotisations dès la réunion de fondation. Et puis, ma nomination « à la Gurvitch » n'apparaît même pas dans les archives, car le titre de trésorier n'a jamais été attaché à mon nom. Celui dont je me souviens bien, par ailleurs, c'est Marcel Bolle de Bal. Sa femme Françoise et lui étaient des jeunes chercheurs attachés à l'Institut de sociologie Solvay. Je me souviens de Marcel, qui m'apparaissait appartenir à la jeune relève de la sociologie. Nous sommes les seuls trois participants à cette réunion de fondation à être encore de ce monde ! Par ailleurs, est-ce qu'on a décidé que le secrétariat serait à Paris à ce moment-là ? Parce que je crois que ça a été le compromis, nous étions à Bruxelles, mais pour Monsieur Gurvitch il fallait que le secrétariat soit à Paris.



J'avais avec lui une relation assez délicate parce qu'il savait – c'était la première fois que je le rencontrais je dois dire; ça faisait quelques mois que j'étais en France et je n'étais pas allé le saluer, ce qui était peut-être une erreur de ma part – il savait surtout que je travaillais dans l'équipe de Paul-Henry Chombart de Lauwe. Or, Chombart de Lauwe était à ses yeux un non-sociologue dont Gurvitch a bloqué la carrière. Quand Chombart de Lauwe avait présenté sa thèse de doctorat, Gurvitch faisait partie du jury. Il a refusé la thèse doctorale de Chombart parce qu'elle était trop empirique. Elle était américaine et empirique : Chombart faisait une étude cartographique de la ville de Paris. Alors, pour Gurvitch, ce n'était pas de la sociologie et il a rejeté la thèse ce qui fait que Chombart n'a pas eu accès à l'enseignement universitaire. Ça a marqué la vie de Chombart. Chombart pouvait faire partie du CNRS, il pouvait avoir une équipe de recherche au CNRS et il pouvait enseigner à l'École pratique des Hautes Études mais pas à l'université. Gurvitch

a donc mis fin à la carrière universitaire de Chombart.

Chombart avait créé son équipe de recherche, le Groupe d'ethnologie sociale, j'ai ainsi été pendant une année membre du CNRS par l'équipe de Chombart. C'était pour moi une année très utile mais je n'étais donc pas très bien vu par Gurvitch et puis, deuxième grave erreur, j'avais étudié sous Parsons ! Alors j'étais un ennemi dans la place ! Je crois qu'il me regardait avec un regard qui n'était pas rassuré. Donc, de mon côté, je faisais patte blanche, je n'avais pas l'intention de faire des éclats, surtout pas à ce moment-là, bien sûr. Ce qui a fait qu'un jour, voyant les documents que nous envoyait l' AISLF, j'ai constaté que je ne faisais plus partie du bureau, j'avais été remplacé par Fernand Dumont. On m'avait expliqué l'opération de Monsieur Gurvitch qui aimait bien Fernand Dumont parce que Fernand Dumont avait été son étudiant. Il avait trouvé en Fernand Dumont un étudiant très intelligent, et avec raison, et prometteur, avec raison. Je n'ai pas été avisé de cela. J'avais compris évidemment comment Gurvitch dominait toujours à sa manière. Il plaçait ses hommes comme ça. Je suis resté au Bureau durant trois ou quatre ans.

Il n'y avait pas de règlements, il n'y avait rien de cela encore ?

Pas encore, non, on n'avait pas de règlements et alors Monsieur Gurvitch régnait sur l' AISLF comme il régnait sur l'université française, sur les maisons d'édition françaises. C'était l'arbitraire encore à la Gurvitch ! Je ne tenais pas, bien sûr, à quoi que ce soit là-dedans et j'étais heureux que Fernand Dumont entre en poste. D'ailleurs Fernand a été finalement propulsé jusqu'à la présidence de l' AISLF. Et ce qui m'a plu à un moment donné, c'est quand j'ai compris qu'entraient dans l' AISLF non seulement des sociologues de nos pays mais aussi des sociologues qui n'étaient pas des pays de langue française mais qui voulaient entrer dans l' AISLF. Comme Edward Tiryakian, par exemple, un Américain qui possède bien la langue française. Il a vécu en France, mais il est Américain, enseignant à l'Université américaine et il tenait à devenir membre. Edward et moi avions en commun d'avoir été tous les

deux élèves de Parsons mais pas en même temps. Edward est un peu plus jeune que moi : il est entré à Harvard au moment où je quittais. Donc il y avait entre nous un peu cette connivence : nous savions l'un et l'autre que nous étions tous les deux des anciens de Parsons, marqués par Parsons et provenant de Harvard. Quand j'ai appris qu'il s'était inscrit à l'AISLF, je le rencontrais dans les réunions, dans les assemblées de l'AISLF, j'étais très heureux de voir cet élargissement. Il y avait des Japonais parlant français qui arrivaient aussi, donc je trouvais ça très encourageant parce que l'AISLF n'était pas composée que de sociologues des pays francophones mais de sociologues de langue française de divers pays, ou des sociologues parlant et écrivant le français.

Depuis la fondation de l'AISLF, la situation de la sociologie de langue française ne s'est pas modifiée, c'est-à-dire qu'elle reste toujours minoritaire à côté de la sociologie d'expression anglaise. Pas seulement de la sociologie américaine, britannique, canadienne ou australienne, mais aussi japonaise, et celle de tous les pays scandinaves bien sûr. Ce qui nous permet d'aller en Suède ou en Finlande, c'est qu'ils parlent tous anglais. Forcément, leur lien avec le reste du monde, c'est l'anglais. Donc je dirais que la sociologie de langue française reste minoritaire, et plus que jamais. Je dirais donc qu'on a besoin d'une association internationale qui nous regroupe, qui peut à l'occasion même peut-être parler en notre nom, mais surtout nous donner l'occasion de nous rencontrer, d'échanger et de faire aussi des projets communs de recherche, de publication.

Plus que jamais l'AISLF est prête et je dirais qu'elle doit aussi s'inscrire dans la francophonie internationale. Pas seulement la sociologie mais la francophonie internationale, la francophonie qui se préoccupe d'assurer et de sauvegarder la diversité culturelle dans le monde à un moment où on peut craindre. Tout autant, je trouverais important qu'il y ait une association internationale de sociologues hispanophones ou germanophones ou russophones, parce que je pense que c'est une nécessité de notre monde actuel d'affirmer notre diversité linguistique. Ce qui, bien sûr, n'empêche pas qu'on soit tenu de travailler avec la sociologie de langue anglaise. Étant donné l'importance numérique de la sociologie de langue anglaise, et pas seulement

celle qui se fait dans les pays de langue anglaise mais celle qui se fait dans le monde, que ce soit dans les pays scandinaves, en Asie, même en Amérique du Sud, c'est important pour nous. Il est donc important aussi que notre association s'insère dans la promotion et la défense de la francophonie en général et pas seulement de la francophonie de la sociologie, mais de la francophonie en général. Je pense qu'étant donné maintenant les 50 ans d'existence de notre association, elle a de la maturité, elle a une expérience qui doit être diffusée. Il n'y a pas beaucoup d'associations de ce genre qui ait son âge. À ce point de vue là, je trouve que c'était un trait de génie de la part de messieurs Gurvitch et Janne, d'avoir fondé en 1958, cette association à ce moment-là et d'avoir vu venir ce qui s'en venait, c'est-à-dire la poussée de la langue anglaise dans les sciences et dans le monde. Ce qui me frappe c'est que l'AISLF a acquis évidemment beaucoup de maturité à travers les différentes présidences et les différents bureaux. En particulier, l'AISLF a su développer dans son sein, des lieux de rencontre spécialisés. Ça, je trouve que c'était la manière de faire : créer des comités, des groupes qui pouvaient se retrouver autour de thèmes de recherche, de thèmes communs ou de recherches communes.

Montréal, 17 septembre 2007
Madeleine Gauthier
<madeleine_gauthier@ucs.inrs.ca>

Informations éditoriales

La *Lettre* de l'Association Internationale des Sociologues de Langue Française est adressée
- à tous ses membres, par voie électronique
- à ses partenaires institutionnels ou scientifiques

Responsable éditorial :
André Petitat

Conception :
Sophie Le Garrec

Réalisation :
Odile Saint Raymond

Illustrations : *Art Déco*, The Pepin Press, 2004

Contact : <aislf@univ-tlse2.fr>

Retrouvez la *Lettre* sur notre site Internet :
www.aislf.org